

**Registre des Délibérations du
Conseil Municipal
de la commune de VAULX-MILIEU**

Séance du 15 décembre 2014

Nombre de Conseillers :

- en exercice : **19**
- présents : **15**
- votants : **16**

Date de convocation :

- le 09 décembre 2014

Date d'affichage :

- le 29 décembre 2014

Le lundi quinze décembre deux mil quatorze à 20h00, le Conseil Municipal de Vaulx-Milieu, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. BERGER Dominique, Maire.

Présents : Mrs GOURMANEL Laurent, GOUTTEFANGEAS René, LOCATELLI Pascal, LUQUAIN Rémi, METTEM Yves, RIVOIRE Gérard, ROUX Michel, Mmes DE QUEIROS Monique, ESPIE Béatrice, FAURE Marie-Pierre, MATEO Roselyne, MILLE Christiane, HANIQUE Danielle, RATONNAT Silke.

Excusée : CARNIS Carole donne pouvoir à MATEO Roselyne.

Absents : FOURNIER Serge, BORREL Lucienne, CARNIS Franck.

Mme Roselyne MATEO a été élue secrétaire de séance.

Délibération n° 2014/103 : Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-6, L 123-13 et L 300-2 ;

Vu le PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26/09/2005 et modifié en dernier lieu le 25/02/2008 ;

Monsieur le Maire expose :

La commune de Vaulx-Milieu doit aujourd'hui s'inscrire dans un contexte législatif nouveau défini en particulier par les Lois du Grenelle de l'environnement, la Loi sur la modernisation de l'agriculture, la Loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) et la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (AAF).

La commune doit également prendre en compte les orientations des documents supra communaux dont notamment le Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Isère – SCOT Nord Isère, approuvé le 19 décembre 2012, avec lequel le PLU doit être compatible.

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune permettra de définir le devenir du territoire communal d'ici fin 2017 et les conditions d'une urbanisation cohérente sur le long terme dans une vision de développement durable.

La révision du Plan Local d'Urbanisme a pour objectifs :

- Le confortement du centre village en préservant le bâti existant et en développant une mixité fonctionnelle (artisanale et commerciale) et en privilégiant le développement sur les quartiers de « La Cime de Vaulx » et « Belmont » ;

- La diversification de l'offre de logements, et notamment la production de types d'habitat favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle ;
- La création d'une liaison entre le village et Muissiat par un maillage jusqu'au nouvel accès à la zone d'activité de Muissiat ;
- La réflexion autour des équipements publics communaux et inter communaux : école, salle multifonction, équipement sportif.... ;
- La poursuite du développement économique sur le territoire communal en fonction des besoins (Parc Technologique, Muissiat) ;
- La prise en compte de la capacité des réseaux et des préoccupations énergétiques en favorisant notamment le développement de constructions plus économes en énergie ;
- La préservation des espaces agricoles pour la pérennisation de l'activité économique agricole ;
- La préservation et la valorisation des espaces naturels remarquables notamment celui de Montgeard, poumon vert de l'agglomération et le renforcement de son rôle de corridor entre les plateaux et la vallée ;
- La prise en compte des risques naturels ;
- L'optimisation et la sécurisation des déplacements afin de développer des alternatives au « tout voiture » et de favoriser les liaisons modes doux entre les lieux de vie ;
- La gestion du bâti existant (comme une extension limitée, annexe ou piscine) liée à l'exploitation agricole et aux habitations existantes au hameau des Guinguettes.

Sur la base des objectifs précédemment énoncés, Monsieur le Maire indique qu'il y a lieu de fixer les modalités de concertation conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, qui impose que toute révision du Plan Local d'Urbanisme fasse l'objet d'une concertation préalable avec la population durant toutes les études et selon les modalités prévues par le Conseil Municipal. La concertation préalable à l'arrêt d'un projet de PLU peut s'organiser de la manière suivante :

➤ Informer le public :

- en mettant à disposition du public les éléments d'études (comprenant au moins le diagnostic et le projet de Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) au fur et à mesure de l'avancement avec une publication sur le site Internet de la Commune, ainsi qu'avec l'utilisation du panneau d'affichage en Mairie ;
- en diffusant des articles dans le bulletin municipal,

➤ Echanger avec le public :

- en recueillant les observations du public pendant l'élaboration du projet par la mise à disposition d'un cahier de concertation en Mairie pendant les heures d'ouverture durant toutes les études ;
- en organisant une réunion publique d'échange avant l'Arrêt du projet de PLU.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6 et L.123-13 du Code de l'Urbanisme.
- d'approuver les objectifs poursuivis pour la révision du PLU à savoir :

- Le confortement du centre village en préservant le bâti existant et en développant une mixité fonctionnelle (artisanale et commerciale) et en privilégiant le développement sur les quartiers de « La Cime de Vaulx » et « Belmont » ;
 - La diversification de l'offre de logements, et notamment la production de types d'habitat favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle ;
 - La création d'une liaison entre le village et Muissiat par un maillage jusqu'au nouvel accès à la zone d'activité de Muissiat ;
 - La réflexion autour des équipements publics communaux et inter communaux : école, salle multifonction, équipement sportif.... ;
 - La poursuite du développement économique sur le territoire communal en fonction des besoins (Parc Technologique, Muissiat) ;
 - La prise en compte de la capacité des réseaux et des préoccupations énergétiques en favorisant notamment le développement de constructions plus économes en énergie ;
 - La préservation des espaces agricoles pour la pérennisation de l'activité économique agricole ;
 - La préservation et la valorisation des espaces naturels remarquables notamment celui de Montgeard, poumon vert de l'agglomération et le renforcement de son rôle de corridor entre les plateaux et la vallée ;
 - La prise en compte des risques naturels ;
 - L'optimisation et la sécurisation des déplacements afin de développer des alternatives au « tout voiture » et de favoriser les liaisons modes doux entre les lieux de vie ;
 - La gestion du bâti existant (comme une extension limitée, annexe ou piscine) liée à l'exploitation agricole et aux habitations existantes au hameau des Guinguettes.
- *de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, les études pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :*
- Informer le public :
 - en mettant à disposition du public les éléments d'études (comprenant au moins le diagnostic et le projet de PADD) au fur et à mesure de l'avancement avec une publication sur le site Internet de la Commune, ainsi qu'avec l'utilisation du panneau d'affichage en Mairie ;
 - en diffusant des articles dans le bulletin municipal,
 - Echanger avec le public :
 - en recueillant les observations du public pendant l'élaboration du projet par la mise à disposition d'un cahier de concertation en Mairie pendant les heures d'ouverture durant toutes les études ;
 - en organisant une réunion publique d'échange avant l'Arrêt du projet de PLU.
- *que le bilan de cette concertation sera présenté devant le Conseil Municipal qui en délibèrera ;*

- de débattre en Conseil Municipal sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- de solliciter l'Etat, conformément à l'article L.121.7 du Code de l'Urbanisme afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLU ;
- de demander, conformément à l'article L.121.7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement, en tant que de besoin, à la disposition de la commune.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Général, le Président de la communauté Porte de l'Isère, ainsi que ceux de la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale, de la Chambre de Métiers, et, de la Chambre d'Agriculture ou leurs représentants seront consultés à leur demande au cours de l'étude du projet de Plan Local d'Urbanisme. Il en est de même du Président Syndicat Mixte du SCOT Nord Isère.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat de déplacements.

Si le représentant des organismes mentionnés à l'article L.411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune en fait la demande, le Maire lui notifiera le projet de Plan Local d'Urbanisme afin de recueillir son avis. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans un délai de 2 mois.

Les services de l'Etat seront associés à l'étude du Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du Maire, ou à la demande du Préfet.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- Aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture,
- Au Président du Syndicat Mixte chargé du suivi et de la révision du SCOT Nord Isère,
- Au Président de la CAPI compétent en matière de Programme Local de l'Habitat, et Plan de Déplacement Urbain dont la commune est membre.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, mention en sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Délibération votée par :

- Voix Pour : **16**
- Voix Contre : **0**
- Abstention(s) : **0**

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits,

Pour copie conforme au registre des délibérations, le 19 décembre 2014.

P/ Le Maire,
Dominique BERGER

René BOOTTEMAN OTAS
Adjoint au Personnel et aux Finances